

LE PARISIEN 10/05/22

Les cinq chantiers du futur ministre



Les syndicats réclament des mesures pour faire face à l'après-Covid dans les établissements scolaires où la pandémie « a laissé des traces ».

éducation

Après un quinquennat marqué par la crise sanitaire et ses protocoles qui ont bousculé la scolarité des élèves, qu'attendent les profs et les familles de celui ou celle qui s'installera Rue de Grenelle ?

Thomas Poupeau

« **Gabriel Attal ?** » « Bruno Le Maire ? » « Ou Édouard Geffray, l'actuel directeur de l'enseignement scolaire ? » « Jean-Michel Blanquer ? » Chez les profs, on guette la moindre rumeur concernant le futur hôte de la Rue de Grenelle. Au-delà du nom, c'est sur le fond qu'est attendu le ministre de l'Éducation, après un quinquennat qui a vu l'école bousculée par l'épidémie et plus de cinquante protocoles sanitaires, une grogne forte des profs en janvier et un nouveau bac.

Changer de méthode

« Dès les premiers jours, il faudra réconcilier le personnel avec l'institution », résume Stéphane Crochet, du SE-Unsa, syndicat réformateur. « Il faudra de la concertation et accepter la contradiction », abonde Sophie Vénéitay, porte-parole du Snes-FSU, l'organisation majoritaire chez les profs du second degré, qui veut une « rupture » avec la « méthode Blanquer ». Celle-ci avait conduit à un mouvement social inédit le 13 janvier. « Arrêtons les réformettes en un claquement de doigts, personne ne peut suivre », renchérit Bruno Bobkiewicz, proviseur et chef du SNPDEN, syndicat des chefs d'établissement. Une demande qui concerne aussi les familles, insiste Carla Dugault, porte-parole de la FCPE, classée à gauche, une des principales associations de parents

d'élèves. « Ras le bol d'avoir des décisions déconnectées de notre réalité, à commencer par les protocoles sanitaires qui nous ont mis en difficulté pendant deux ans ! » Au soir de sa réélection, Emmanuel Macron, qui a fait de l'éducation l'une de ses priorités, a d'ailleurs promis une « méthode refondée » pour gouverner le pays.

« Réparer » les années Covid

« Le Covid a laissé des traces : du fait de l'hybride, des confinements, on a plus d'élèves qui lâchent, surtout en terminale, explique Sophie Vénétitay. Il faut s'en occuper dès la rentrée. » Difficile de savoir comment évoluera l'épidémie, mais c'est unanime : il est nécessaire de se pencher sur ses conséquences chez les ados, confirme Carla Dugault, de plus en plus saisie pour « des crises d'angoisse, des phobies scolaires, en plus de la discontinuité pédagogique ». Elle martèle : « Il faut une phase de réparation et, pour cela, embaucher des infirmières scolaires, des psychologues, des médecins. »

Rendre attractif le métier d'enseignant

« Priorité numéro un » pour Jean-Rémi Girard, du Snalc, syndicat d'enseignants classé à droite. D'abord avec « une vraie revalorisation », appuie-t-il, rappelant que « le salaire de départ d'un prof avoisine dangereusement le smic ». À ce sujet, si Emmanuel Macron a annoncé une hausse de 10 % du salaire des professeurs, les contours demeurent incertains : qui est concerné ? Quand ? Même flou autour de la promesse de Jean-Michel Blanquer formulée l'an dernier. Il avait assuré que, bientôt, aucun prof ne toucherait moins de 2 000 € en début de carrière. « Net ? Brut ? On ne sait pas », soupire Guislaine David, la porte-parole du Snuipp-FSU, le premier syndicat des profs des écoles. Selon un sondage réalisé par son organisation auprès de 25 000 collègues, 33 % disent vouloir changer de métier. « L'attractivité, dit-elle, ce sont aussi les conditions de travail. Allégeons les effectifs et embauchons des enseignants pour assurer les remplacements ! » Un vrai plus pour les familles aussi, comme le martèle la FCPE.

Une école inclusive... pour de vrai

« Il y a une hausse non négligeable du nombre d'enfants à besoins particuliers, sans moyens correspondants », déplore Bruno Bobkiewicz. En 2021, 400 000 enfants en situation de handicap étaient scolarisés, soit une hausse de 19 % en cinq ans, pour... 125 000 AESH, agents chargés de les accompagner. Ainsi, si le président a annoncé la mise en place de contrats de 35 heures pour les AESH, dont le statut est jugé « trop précaire », afin de booster leurs embauches, « il faut une action immédiate », juge Faïza, maman d'un garçon autiste. Son fils, faute de prise en charge adéquate, « stagne » en maternelle depuis trois ans. « Il a une AESH quelques heures par semaine, il ne peut pas avancer », regrette-t-elle.

Stopper le harcèlement et le cyberharcèlement

Sujet phare pour les parents : selon un rapport parlementaire de 2020, 700 000 enfants en sont victimes chaque année. « Il ne faut pas rater le coche sur ce nouveau mandat », prévient Nora Fraisse, fondatrice de l'association la Main tendue et maman de Marion, 13 ans, qui s'est donné la mort en 2013 à la suite de harcèlement. Pour elle, « le sujet doit être la grande cause nationale du quinquennat qui s'ouvre », parce qu'il a des « répercussions » sur toute la société. « Climat scolaire, phobies, tentatives de suicide en hausse et, au final, des problèmes d'employabilité chez les jeunes », argumente-t-elle. Le nouveau ministre devra donc mettre « des moyens », « généraliser le programme Phare (un vaste plan de prévention du harcèlement créé sous Blanquer) » et créer « un secrétariat d'État dédié ». Le soir de la victoire de son mari, au Champ-de-Mars, Brigitte Macron, ex-enseignante, avait précisé à l'occasion d'une brève intervention sur TF1 qu'elle continuerait lors du prochain quinquennat à « aider contre le harcèlement ».